

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le trimestre et les neuf mois terminés le 30 septembre 2007

Tous les montants sont en dollars US

L'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« Analyse ») devrait être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2007, ainsi qu'avec les états financiers consolidés vérifiés et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice terminé le 30 décembre 2006. La présente analyse est basée sur les résultats publiés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR).

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Société ont été préparés en utilisant les mêmes conventions comptables que celles décrites à la note 2 des états financiers consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2006, à l'exception des modifications aux conventions comptables décrites ci-dessous. La Société surveille régulièrement l'évolution des nouvelles conventions comptables et rend compte des conventions nouvellement en application depuis la fin du plus récent exercice financier complété. Veuillez vous reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2007 afin d'obtenir des renseignements supplémentaires.

Les rapports trimestriels, le rapport annuel et les renseignements supplémentaires déposés auprès des organismes de réglementation du Canada et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, y compris le rapport annuel sur formulaire 40-F, sont accessibles en ligne aux adresses www.sedar.com et www.sec.gov respectivement, ainsi que sur le site Web de la Société à l'adresse www.dorel.com.

Il est à noter qu'aucun changement important n'est survenu en ce qui a trait à la « Vue d'ensemble », ainsi qu'aux « Secteurs d'exploitation », « Obligations contractuelles », « Arrangements hors bilan », « Instruments financiers dérivés », « Estimations comptables critiques » ou « Risques et incertitudes du marché » par rapport à ce qui est mentionné dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation présentée dans le rapport annuel 2006 de la Société. Par conséquent, ces aspects ne sont pas abordés dans la présente analyse. L'information contenue dans cette analyse est à jour au 30 octobre 2007.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(Tous les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Vue d'ensemble

Pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2007, le bénéfice net s'est établi à 26,4 M\$, ou 0,79 \$ par action diluée, comparativement à 25,1 M\$, ou 0,76 \$ par action diluée pour le trimestre correspondant l'an dernier. Au cours de la période, le chiffre d'affaires s'est établi à 440,1 M\$, alors qu'il s'était chiffré à 436,3 M\$ lors du troisième trimestre de l'exercice précédent. Au cours des neuf premiers mois, le bénéfice net a fléchi pour s'établir à 65,1 M\$, ou 1,96 \$ par action diluée, alors qu'il avait atteint 67,2 M\$, ou 2,04 \$ par action diluée un an auparavant. Depuis le début de l'exercice, le chiffre d'affaires a atteint 1,35 G\$, en hausse par rapport au chiffre d'affaires de 1,32 G\$ réalisé au cours des neuf premiers mois de l'exercice précédent. En excluant l'impact des devises et de Dorel Australie, que la Société a acquise au cours de l'exercice, le chiffre d'affaires, sur une base comparable, a fléchi de 3,1 % au cours du trimestre et de 1,0 % depuis le début de l'exercice.

Au cours du trimestre, la hausse de 10,6 % du chiffre d'affaires de la division Produits de puériculture a contrebalancé le recul de 14,5 % enregistré à la division Mobilier de maison, tandis que le chiffre d'affaires de la division Produits récréatifs a augmenté de 2,3 %. Depuis le début de l'exercice, les divisions Produits de puériculture et Produits récréatifs ont enregistré des hausses respectives de leur chiffre d'affaires de 8,0 % et 9,6 % qui ont contrebalancé un recul de 11,7 % de la division Mobilier de maison. Les augmentations du chiffre d'affaires de la division Produits de puériculture au troisième trimestre de même que depuis le début de l'exercice ont été stimulées par l'Europe dont les hausses respectives du chiffre d'affaires ont atteint 13,4 % et 18,5 % au cours de ces périodes. À la fin du mois de février 2007, Dorel a acquis une participation de 55 % dans IGC (Australie) Pty Ltd, basée à Melbourne, en Australie. Exploitant désormais ses activités sous le nom IGC Dorel Pty Ltd, le chiffre d'affaires de Dorel Australie, pour la période de sept mois qui est incluse dans les résultats des neuf premiers mois de l'exercice 2007, s'est élevé à 18,3 M\$. La division Produits récréatifs a enregistré une augmentation de son chiffre d'affaires aussi bien auprès des grands détaillants que dans le réseau des concessionnaires indépendants de bicyclettes et cette hausse est en grande partie attribuable aux activités principales liées aux bicyclettes. Le recul du chiffre d'affaires de la division Mobilier de maison continue d'être imputable à la baisse des ventes de meubles réalisées auprès des grands détaillants, de même qu'au passage de certains clients d'un modèle d'achat et de vente traditionnel à une structure de revenus de commissions.

Comme nous l'avons annoncé plus tôt cette année, Dorel Europe (qui fait partie de la division Produits de puériculture) apporte des changements opérationnels importants à ses installations de production situées en Italie et en France. Le plan a pour objectif de réduire les frais d'exploitation par le biais d'un approvisionnement et d'une fabrication stratégiques. Par ailleurs, le 17 mai 2007, la Société a annoncé un plan de restructuration d'Ameriwood Industries (qui fait partie de la division Mobilier de maison) qui a engendré la suspension de la majeure partie des activités de fabrication à l'usine de meubles prêts-à-assembler de Dowagiac, au Michigan. L'information détaillée se rapportant à ces initiatives est présentée à la note 3 des états financiers intermédiaires du 30 septembre 2007.

Par conséquent, les résultats pour l'exercice 2007 comprennent des frais de restructuration encourus dans le cadre de ces deux initiatives. On doit également noter que les montants comparatifs pour 2006 comprennent les frais de restructuration liés à la fermeture de l'usine d'Ameriwood située à Wright City, au Missouri, qui a été complétée en 2006. C'est pourquoi, la Société fait part dans la présente analyse des mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : « marge brute ajustée », « bénéfice d'exploitation ajusté », « bénéfice net ajusté » et « bénéfice par action ajusté ». La Société croit que cette information permet de comparer de façon plus explicite la performance de ses activités principales d'une période à l'autre. Par conséquent, la présente analyse contient ces mesures financières non conformes aux PCGR dont le sens n'est pas normalisé en vertu des PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Un rapprochement entre ces mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures financières les plus directement comparables calculées conformément aux PCGR est présenté dans cette analyse.

Un rapprochement de certaines de ces mesures financières non conformes aux PCGR est présenté ci-dessous

Rapprochement de mesures financières non conformes aux PCGR

	Troisième trimestre terminé le		Neuf mois terminés le	
	<u>30 sept.</u> <u>2007</u>	<u>30 sept.</u> <u>2006</u>	<u>30 sept.</u> <u>2007</u>	<u>30 sept.</u> <u>2006</u>
Bénéfice net – comme présenté	<u>26 360 \$</u>	<u>25 073 \$</u>	<u>65 144 \$</u>	<u>67 190 \$</u>
<u>Bénéfice par action – comme présenté</u>				
De base	<u>0,79 \$</u>	<u>0,76 \$</u>	<u>1,96 \$</u>	<u>2,04 \$</u>
Dilué	<u>0,79 \$</u>	<u>0,76 \$</u>	<u>1,96 \$</u>	<u>2,04 \$</u>
<u>Éléments de rapprochement</u>				
Frais de restructuration de la division Produits de puériculture inclus dans le bénéfice avant impôts	161 \$	- \$	6 045 \$	- \$
Moins : Impôts sur les frais de restructuration	(74)	-	(2 072)	-
Montant des frais de restructuration après impôts	<u>87</u>	<u>-</u>	<u>3 973</u>	<u>-</u>
Frais de restructuration de la division Mobilier de maison inclus dans le bénéfice avant impôts	886 \$	35 \$	10 633 \$	717 \$
Moins : Impôts sur les frais de restructuration	(312)	(12)	(3 653)	(252)
Montant des frais de restructuration après impôts	<u>574</u>	<u>23</u>	<u>6 980</u>	<u>465</u>
Bénéfice net ajusté	<u>27 021 \$</u>	<u>25 096 \$</u>	<u>76 097 \$</u>	<u>67 655 \$</u>
<u>Bénéfice par action ajusté</u>				
De base	<u>0,81 \$</u>	<u>0,76 \$</u>	<u>2,29 \$</u>	<u>2,06 \$</u>
Dilué	<u>0,81 \$</u>	<u>0,76 \$</u>	<u>2,29 \$</u>	<u>2,06 \$</u>

Pour le trimestre, les marges brutes se sont établies à 24,2 %, un niveau comparable à celui de 2006. Depuis le début de l'exercice, les marges brutes ont augmenté de 140 points de base pour s'établir à 24,2 % en 2007, comparativement à 22,8 % en 2006. Depuis le début de l'exercice, les marges ajustées ont soit augmenté ou sont demeurées inchangées par rapport aux niveaux des exercices précédents dans l'ensemble des divisions. Toutefois, les frais de restructuration encourus et regroupés dans le coût des produits vendus à la division Mobilier de maison ont pour effet de réduire les marges de la division en deçà des niveaux de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, les frais de vente, généraux et administratifs de la Société qui se sont élevés à 56,9 M\$ ont été comparables à ceux de 56,0 M\$ comptabilisés en 2006. Depuis le début de l'exercice, ces frais ont augmenté de 16,6 M\$ par rapport à 2006. Bien que ces frais soient plus élevés que lors de l'exercice précédent, les augmentations correspondent à peu de choses près à ce qui avait été prévu. Les principaux facteurs expliquant cette hausse sont l'augmentation des coûts en Europe découlant de l'accroissement des volumes de ventes et de la conversion de dépenses à un taux de change plus élevé, l'inclusion de Dorel Australie et la hausse des coûts juridiques.

Les principaux écarts au titre du bénéfice de 2006 à 2007 se résument comme suit :

	<u>Trimestre</u>	<u>Depuis le début de l'exercice</u>
<u>Bénéfice d'exploitation sectoriel :</u>		
Augmentation pour la division Produits de puériculture, excluant les frais de restructuration	5 558 \$	13 635 \$
Baisse pour la division Mobilier de maison, excluant les frais de restructuration	(3 691)	(5 530)
Augmentation (baisse) pour la division Produits récréatifs	(664)	7 063
Frais de restructuration en 2007	(1 047)	(16 678)
Frais de restructuration en 2006	35	717
Augmentation (baisse) totale du bénéfice d'exploitation	191	(793)
Baisse de la charge d'intérêts	1 953	4 618
Baisse (augmentation) des impôts sur les bénéfices	598	(2 067)
Autres	(1 455)	(3 804)
Augmentation (baisse) totale du bénéfice après impôts	<u>1 287 \$</u>	<u>(2 046) \$</u>

Les causes de ces variations par rapport à l'exercice précédent sont expliquées de façon détaillée ci-après.

Information financière choisie

Les tableaux ci-dessous présentent de l'information financière choisie pour les huit plus récents trimestres complétés.

Résultats d'exploitation pour les trimestres terminés le				
	30 déc. 2006	31 mars 2007	30 juin 2007	30 sept. 2007
Chiffre d'affaires	447 930 \$	455 669 \$	459 035 \$	440 115 \$
Bénéfice net	21 675 \$	27 939 \$	10 845 \$	26 360 \$
Bénéfice par action				
De base	0,66 \$	0,85 \$	0,32 \$	0,79 \$
Dilué	0,66 \$	0,85 \$	0,32 \$	0,79 \$
Montant des frais de restructuration inclus dans le trimestre en fonction du bénéfice par action dilué	0,08 \$	0,04 \$	0,27 \$	0,02 \$

Résultats d'exploitation pour les trimestres terminés le

	30 déc. 2005	31 mars 2006	30 juin 2006	30 sept. 2006
Chiffre d'affaires	430 258 \$	451 024 \$	435 914 \$	436 300 \$
Bénéfice net	22 546 \$	24 181 \$	17 936 \$	25 073 \$
Bénéfice par action				
De base	0,69 \$	0,74 \$	0,55 \$	0,76 \$
Dilué	0,69 \$	0,74 \$	0,55 \$	0,76 \$
Montant des frais de restructuration inclus dans le trimestre en fonction du bénéfice par action dilué	0,01 \$	0,01 \$	0,00 \$	0,00 \$

Résultats sectoriels

À compter de janvier 2007, les activités de la Société liées aux véhicules-jouets, dont l'unité DJG USA de la division Produits de puériculture assurait auparavant la vente et le service, ont été transférées à Pacific Cycle de la division Produits récréatifs. Afin de pouvoir mieux comparer les données financières d'un exercice à l'autre, tous les montants comparatifs des chiffres d'affaires et des bénéfices sectoriels de l'exercice précédent ont été retraités, en ajoutant ces ventes et le bénéfice qui s'y rattache à la division Produits récréatifs et en les retirant de la division Produits de puériculture. À ce titre, le chiffre d'affaires de 3,0 M\$ et le bénéfice de 0,7 M\$ du troisième trimestre ont été reclassés. Le chiffre d'affaires de 10,5 M\$ et le bénéfice de 1,3 M\$ réalisés depuis le début de l'exercice ont été reclassés.

Les résultats sectoriels sont présentés à la note 12 des états financiers intermédiaires. De plus amples informations concernant les résultats par secteur d'activités sont présentées ci-dessous :

Produits de puériculture

Charges exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires	Troisième trimestre terminé le 30 sept.		Neuf mois terminés le 30 sept.	
	2007	2006	2007	2006
Chiffre d'affaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coût des produits vendus	69,4 %	69,8 %	69,0 %	70,7 %
Marge brute	30,6 %	30,2 %	31,0 %	29,3 %
Frais de vente, généraux et administratifs	14,6 %	15,4 %	15,1 %	14,4 %
Amortissements	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,2 %
Frais de recherche et développement	0,6 %	0,7 %	0,6 %	0,7 %
Frais de restructuration	0,1 %	0,0 %	0,8 %	0,0 %
Bénéfice d'exploitation	12,0 %	10,8 %	11,2 %	11,0 %

**Rapprochement des mesures financières
non conformes aux PCGR****Troisième trimestre terminé le 30 sept. 2007**

	Présenté	Frais de restructuration	Ajusté, excluant les frais
Chiffre d'affaires	236 755 \$	- \$	236 755 \$
Coût des produits vendus	<u>164 405</u>	<u>-</u>	<u>164 405</u>
Marge brute	<u>72 350</u>	<u>-</u>	<u>72 350</u>
Marge brute %	30,6 %		30,6 %
Frais de vente, généraux et administratifs	34 562	-	34 562
Amortissements	7 742	-	7 742
Frais de recherche et développement	1 370	-	1 370
Frais de restructuration	<u>161</u>	<u>(161)</u>	<u>-</u>
Bénéfice d'exploitation	<u>28 515 \$</u>	<u>161 \$</u>	<u>28 676 \$</u>
exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires	12,0 %		12,1 %

**Rapprochement des mesures financières
non conformes aux PCGR****Neuf mois terminés le 30 sept. 2007**

	Présenté	Frais de restructuration	Ajusté, excluant les frais
Chiffre d'affaires	715 589 \$	- \$	715 589 \$
Coût des produits vendus	<u>493 439</u>	<u>-</u>	<u>493 439</u>
Marge brute	<u>222 150</u>	<u>-</u>	<u>222 150</u>
Marge brute %	31,0 %		31,0 %
Frais de vente, généraux et administratifs	108 015	-	108 015
Amortissements	23 315	-	23 315
Frais de recherche et développement	4 410	-	4 410
Frais de restructuration	<u>6 045</u>	<u>(6 045)</u>	<u>-</u>
Bénéfice d'exploitation	<u>80 365 \$</u>	<u>6 045 \$</u>	<u>86 410 \$</u>
exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires	11,2 %		12,1 %

Les résultats de la division Produits de puériculture comprennent des frais de restructuration liés à ses activités d'exploitation européennes, comme décrit plus haut. La restructuration, qui a été entreprise au quatrième trimestre de l'exercice 2006, s'est poursuivie en 2007 et, à cet égard, les résultats du troisième trimestre comprennent des frais de restructuration avant impôt de 0,2 M\$. Ce montant est net des gains sur la vente de machinerie et d'outillage de 0,6 M\$. Depuis le début de l'exercice, ces coûts totalisent 6,0 M\$. Jusqu'à maintenant, dans le cadre du plan, un montant total de 10,0 M\$ a été passé en charges sur des frais totaux prévus d'environ 15 M\$.

Sous l'impulsion d'une autre solide performance de Dorel Europe et de la vigueur de l'euro, le chiffre d'affaires de la division Produits de puériculture a augmenté de 10,6 % au troisième trimestre pour s'établir à 236,8 M\$, comparativement à 214,0 M\$ l'an dernier. En excluant l'impact des devises et l'apport de Dorel Australie, la croissance interne des ventes a été de 2,6 % au troisième trimestre, dont la presque totalité provenait de l'Europe. Le bénéfice d'exploitation du trimestre s'est élevé à 28,5 M\$. Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 24,0 % pour atteindre 28,7 M\$, alors qu'il s'était établi à 23,1 M\$ un an auparavant. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires a progressé de 8,0 % pour s'établir à 715,6 M\$, comparativement à 662,8 M\$ l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, en excluant l'impact des devises et de Dorel Australie, le chiffre d'affaires a augmenté de 1,2 % alors que les gains réalisés en Europe et au Canada ont compensé le recul des ventes de DJG USA. Pour la période de neuf mois, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 80,4 M\$. Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 18,7 % pour atteindre 86,4 M\$, comparativement à 72,8 M\$ lors de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires de Dorel Europe a augmenté de 13,4 % au cours du trimestre et de 18,5 % depuis le début de l'exercice. La croissance interne du chiffre d'affaires en Europe, abstraction faite des répercussions positives de

l'appréciation de l'euro en 2007, s'est élevée à 5,2 % pour le trimestre et atteint 9,8 % depuis le début de l'exercice. Les ventes de sièges d'auto et de poussettes arborant les marques Quinny et Maxi, ont contribué de façon importante à la croissance en Europe avec des résultats particulièrement solides au Royaume-Uni, en Allemagne et en Europe de l'Est. Depuis le début de l'exercice, le chiffre d'affaires généré par les activités européennes de la Société représente 47 % des ventes totales de la division, comparativement à 43 % pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006.

Le chiffre d'affaires en Amérique du Nord a progressé de 1,7 % au cours du trimestre, mais a fléchi de 4,8 % depuis le début de l'exercice. Le chiffre d'affaires de DJG USA a fléchi de 2,0 % au cours du trimestre et tire de l'arrière de 10,0 % par rapport aux ventes réalisées durant les neuf premiers mois de l'exercice précédent. En contrepartie, Dorel Distribution Canada, qui continue de connaître un bon exercice, affiche un taux de croissance d'environ 25 %. Dorel Australie, la plus récente division de la Société, a été rentable durant le trimestre et la direction est satisfaite des progrès réalisés en préparation de la vente de la gamme complète de marques de Dorel par l'entremise de cette division et dont l'impact se fera sentir en 2008.

Les marges brutes en Europe ont augmenté par rapport à celles de 2006 en raison principalement d'une composition des ventes plus rentable. L'appréciation de l'euro a également eu un impact positif puisque les marchandises importées sont achetées en dollars américains. Cette situation, de même que l'augmentation des niveaux de ventes, a engendré une hausse considérable des bénéfices depuis le début de l'exercice par rapport à l'exercice précédent, même si, pour le trimestre, le bénéfice des activités européennes est demeuré relativement inchangé. Les marges brutes combinées au Canada et aux États-Unis ont également augmenté, affichant des hausses de 100 points de base pour le trimestre et de 50 points de base depuis le début de l'exercice. Pour le trimestre, le bénéfice d'exploitation en Amérique du Nord a fait un bond par rapport au deuxième trimestre et a dépassé d'un peu plus de 60 % le bénéfice d'exploitation réalisé lors du trimestre correspondant l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, grâce à un solide troisième trimestre, le bénéfice en Amérique du Nord n'affiche désormais qu'un recul de 4,4 % par rapport à l'exercice précédent.

Les frais de vente, généraux et administratifs sont plus élevés que lors de l'exercice précédent en raison principalement d'une hausse des frais en Europe découlant de l'augmentation des volumes de ventes et du taux de change utilisé pour convertir ces charges en dollars américains. Dorel Australie a également ajouté 2,9 M\$ de frais de vente, généraux et administratifs jusqu'à maintenant en 2007. Les coûts liés à la responsabilité de produits à la division Produits de puériculture en 2007 ont totalisé 3,6 M\$ au troisième trimestre et 14,7 M\$ depuis le début de l'exercice. Par comparaison, en 2006, ils se chiffraient à 7,5 M\$ pour le trimestre et à 19,1 M\$ depuis le début de l'exercice.

Mobilier de maison

Charges exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires	Troisième trimestre terminé le 30 sept.		Neuf mois terminés le 30 sept.	
	2007	2006	2007	2006
Chiffre d'affaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coût des produits vendus	84,8 %	82,5 %	86,3 %	85,5 %
Marge brute	15,2 %	17,5 %	13,7 %	14,5 %
Frais de vente, généraux et administratifs	6,1 %	6,7 %	8,0 %	7,1 %
Amortissements	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,3 %
Frais de recherche et développement	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %
Frais de restructuration	0,6 %	0,0 %	1,9 %	0,0 %
Bénéfice d'exploitation	6,9 %	9,1 %	1,9 %	5,6 %

Rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR	Troisième trimestre terminé le 30 septembre					
	2007			2006		
	Présenté	Frais de restructuration	Ajusté, excluant les frais	Présenté	Frais de restructuration	Ajusté, excluant les frais
Chiffre d'affaires	122 087 \$	- \$	122 087 \$	142 845 \$	- \$	142 845 \$
Coût des produits vendus	<u>103 554</u>	<u>(172)</u>	<u>103 382</u>	<u>117 813</u>	<u>(35)</u>	<u>117 778</u>
Marge brute	<u>18 533</u>	<u>172</u>	<u>18 705</u>	<u>25 032</u>	<u>35</u>	<u>25 067</u>
Marge brute %	15,2 %		15,3 %	17,5 %		17,5 %
Frais de vente, généraux et administratifs	7 493	-	7 493	9 667	-	9 667
Amortissements	1 297	-	1 297	1 677	-	1 677
Frais de recherche et développement	570	-	570	687	-	687
Frais de restructuration	<u>714</u>	<u>(714)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Bénéfice d'exploitation exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires	<u>8 459 \$</u> 6,9 %	<u>886 \$</u>	<u>9 345 \$</u> 7,7 %	<u>13 001 \$</u> 9,1 %	<u>35 \$</u>	<u>13 036 \$</u> 9,1 %

Rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR	Neuf mois terminés le 30 septembre					
	2007			2006		
	Présenté	Frais de restructuration	Ajusté, excluant les frais	Présenté	Frais de restructuration	Ajusté, excluant les frais
Chiffre d'affaires	350 283 \$	- \$	350 283 \$	396 651 \$	- \$	396 651 \$
Coût des produits vendus	<u>302 175</u>	<u>(3 922)</u>	<u>298 253</u>	<u>338 946</u>	<u>(717)</u>	<u>338 229</u>
Marge brute	<u>48 108</u>	<u>3 922</u>	<u>52 030</u>	<u>57 705</u>	<u>717</u>	<u>58 422</u>
Marge brute %	13,7 %		14,9 %	14,5 %		14,7 %
Frais de vente, généraux et administratifs	28 056	-	28 056	28 329	-	28 329
Amortissements	4 504	-	4 504	4 982	-	4 982
Frais de recherche et développement	2 018	-	2 018	2 129	-	2 129
Frais de restructuration	<u>6 711</u>	<u>(6 711)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Bénéfice d'exploitation exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires	<u>6 819 \$</u> 1,9 %	<u>10 633 \$</u>	<u>17 452 \$</u> 5,0 %	<u>22 265 \$</u> 5,6 %	<u>717 \$</u>	<u>22 982 \$</u> 5,8 %

Comme nous l'avions annoncé au mois de mai 2007, Ameriwood a suspendu ses activités d'exploitation à son usine de Dowagiac, au Michigan, puisque sa capacité globale de production surpassait la demande anticipée pour les meubles fabriqués localement. Cela s'est produit au mois de juillet et a fait en sorte que la Société a comptabilisé des frais de restructuration avant impôt de 10,6 M\$ depuis le début de l'exercice, dont un montant de 3,9 M\$ a été constaté dans le coût des produits vendus. Une portion de 9,6 M\$ du montant total des frais de restructuration constitue une charge sans effet sur la trésorerie liée à la réduction de la valeur de bâtiments, d'équipement et de stocks. La portion restante de 1,0 M\$ représente principalement des indemnités de départ aux salariés. Du montant total des frais encourus depuis le début de l'exercice, une portion de 0,9 M\$ a été comptabilisée au troisième trimestre. Les frais totaux de restructuration devraient s'élever à 11,5 M\$, dont la majeure partie sera comptabilisée au cours du présent exercice.

Le chiffre d'affaires de la division Mobilier de maison a diminué de 14,5 % au troisième trimestre pour s'établir à 122,1 M\$, comparativement à 142,8 M\$ l'an dernier. Au cours du trimestre, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 8,5

M\$. Le bénéfice d'exploitation ajusté a reculé de 28,3 % pour s'établir à 9,3 M\$, alors qu'il s'était chiffré à 13,0 M\$ un an plus tôt. Depuis le début de l'exercice, le chiffre d'affaires s'élève à 350,3 M\$, en baisse de 11,7 % par rapport à celui de 396,7 M\$ réalisé l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice d'exploitation se chiffre à 6,8 M\$, tandis que le bénéfice d'exploitation ajusté s'établit à 17,5 M\$, soit une baisse de 24,1 % par rapport à celui de 23,0 M\$ comptabilisé un an plus tôt. Au deuxième trimestre de l'exercice 2007, la Société a comptabilisé un recouvrement d'assurance de 2,2 M\$. Ce montant représente la dernière portion d'un règlement d'indemnité lié à la police d'assurance de la Société couvrant l'interruption des affaires. Le montant reçu avait trait aux coûts de production supplémentaires encourus en raison d'une pénurie de panneaux à la suite d'un incendie chez l'un des principaux fournisseurs de panneaux d'aggloméré de la Société au milieu de 2006.

Le ralentissement dans le secteur de l'habitation aux États-Unis, qui a été cité comme l'une des causes du recul du bénéfice au deuxième trimestre du présent exercice, s'est poursuivi au troisième trimestre. Malgré ce ralentissement, le chiffre d'affaires au troisième trimestre a en fait progressé de 15,6 % par rapport au chiffre d'affaires de 105,6 M\$ réalisé au deuxième trimestre. Toutes les unités d'exploitation de la division Mobilier de maison ont enregistré une hausse de leurs ventes du deuxième au troisième trimestre. Par rapport à l'exercice précédent, les marges ont fléchi au troisième trimestre, ce qui s'explique en grande partie par les baisses enregistrées chez Cosco Home & Office et Ameriwood. La composition des ventes moins rentable observée chez Cosco au deuxième trimestre s'est maintenue au troisième trimestre et Ameriwood continue à réaliser des marges moins élevées que l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, les marges brutes ajustées sont comparables à celles de l'exercice précédent alors qu'elles s'établissent à 14,9 %, comparativement à 14,7 % en 2006.

En raison d'une diminution du chiffre d'affaires, le bénéfice de Dorel Asie a reculé au cours du trimestre et il tire de l'arrière d'environ 17 % par rapport à l'exercice précédent. Une partie du recul du chiffre d'affaires de Dorel Asie est attribuable au fait qu'elle ne comptabilise plus désormais que les revenus de commissions plutôt que de constater, comme elle le faisait auparavant, le montant complet de la vente pour un nombre plus important de clients. Cette situation a pour effet de réduire le chiffre d'affaires sans toutefois affecter les bénéfices. Par contre, en plus de ce changement, les ventes de Dorel Asie à certains grands détaillants ont effectivement reculé. Pour le trimestre, Dorel Home Products (DHP) a enregistré un léger recul de ses ventes et de ses bénéfices de 3,5 % et de 4,8 % respectivement par rapport à l'exercice précédent. Malgré une hausse des ventes, les bénéfices de Cosco Home & Office ont été affectés par une composition des ventes moins favorable et une augmentation continue des frais de vente, généraux et administratifs. La combinaison de ces coûts plus élevés et de cette composition des ventes moins rentable explique en grande partie le recul de 6,4 M\$ des bénéfices de Cosco pour les neuf premiers mois par rapport à l'exercice précédent.

Produits récréatifs

Charges exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires	Troisième trimestre terminé le 30 sept.		Neuf mois terminés le 30 sept.	
	2007	2006	2007	2006
Chiffre d'affaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coût des produits vendus	80,7 %	79,8 %	80,1 %	81,5 %
Marge Brute	19,3 %	20,2 %	19,9 %	18,5 %
Frais de vente, généraux et administratifs	11,3 %	11,5 %	10,0 %	10,6 %
Amortissements	0,6 %	0,3 %	0,5 %	0,3 %
Bénéfice d'exploitation	7,4 %	8,4 %	9,4 %	7,6 %

Le chiffre d'affaires de Pacific Cycle au troisième trimestre a progressé de 2,3 % pour s'établir à 81,3 M\$, comparativement à 79,4 M\$ un an plus tôt. Le bénéfice d'exploitation a légèrement fléchi pour s'établir à 6,0 M\$, par rapport à 6,6 M\$ l'an dernier. Malgré une légère augmentation des ventes, le bénéfice a subi l'impact négatif d'un recul des marges brutes. Ce recul est principalement attribuable à une composition des ventes moins favorable. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires a totalisé 288,9 M\$, en hausse de 9,6 % par rapport à 263,8 M\$ l'an dernier, tandis que le bénéfice d'exploitation a augmenté de 35,2 % pour s'établir à 27,1 M\$, comparativement à 20,1 M\$ l'an dernier. Contrairement au trimestre, les marges brutes ont augmenté de 140 points de base depuis le début de l'exercice.

Toutefois, cette situation est liée au fait que les résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2006 comprenaient une provision de 3,5 M\$ avant impôts prise à ce moment à l'égard de certains stocks de bicyclettes. Cette provision a eu pour conséquence de réduire les marges de 2006 de 130 points de base depuis le début de l'exercice, ce qui signifie que le pourcentage de marge brute en 2007 est similaire à celui de l'exercice précédent. La division a élargi sa gamme de produits en 2007, mais la plus grande partie de la croissance du chiffre d'affaires en 2007 est attribuable à l'accroissement des ventes de bicyclettes aux nouveaux clients tout comme aux clients existants du secteur des grands détaillants et du réseau des concessionnaires indépendants de bicyclettes. Les frais de vente, généraux et administratifs, exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, ont diminué par rapport à ceux de 2006, aussi bien pour le trimestre que depuis le début de l'exercice. Exprimés en dollars, ces frais sont demeurés inchangés pour le trimestre et ont augmenté de 1,0 M\$ depuis le début de l'exercice.

Autres charges

Au cours du troisième trimestre de 2007, en raison d'emprunts moyens moins élevés, les intérêts sur la dette à long se sont chiffrés à 6,1 M\$, soit une baisse par rapport aux 7,6 M\$ encourus en 2006. Le taux d'intérêt moyen de la Société, depuis le début de l'exercice, a été d'environ 6,5 % en 2007 tout comme en 2006. Depuis le début de l'exercice 2007, les charges du siège social ont augmenté de 3,8 M\$ par rapport à 2006. Cette hausse traduit entre autres l'augmentation de 2,0 M\$ des charges sans effet sur la trésorerie liées à la rémunération à base d'actions, de même que l'impact de l'appréciation du dollar canadien, puisque la majeure partie de ces charges sont encourues au Canada. Le taux d'imposition de la Société depuis le début de l'exercice s'élève à 16,5 %, soit à l'intérieur de la fourchette prévue de 14 à 18 %. Le taux d'imposition de la Société peut varier considérablement d'un trimestre à l'autre en raison du nombre élevé de territoires dans lesquels la Société exerce des activités et de l'impact de changements à l'intérieur de certains territoires au cours d'une période donnée. Pour l'ensemble de l'exercice, le taux d'imposition devrait se maintenir dans la fourchette de 14 à 18 %.

LIQUIDITÉS ET FONDS PROPRES

Flux de trésorerie

Le 28 février 2007, la Société a acquis une participation de 55 % dans la société australienne IGC (Australie) Pty Ltd (« IGC »). Exploitant ses activités sous la dénomination de *In Good Care*, IGC est un fabricant et distributeur de produits de puériculture en Australie et en Nouvelle-Zélande. La Société a versé une contrepartie en espèces de 2,8 M\$ (3,5 millions de dollars australiens) en échange d'une participation majoritaire de 55 %, et a refinancé la dette d'IGC d'un montant de 7,4 M\$ (9,4 millions de dollars australiens) par le biais de ses facilités de crédit existantes. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise ont été inclus dans les états financiers consolidés afférents à compter de la date d'acquisition. La Société a procédé à une répartition préliminaire du coût de cet achat entre les actifs nets acquis, dont les détails sont présentés à la note 2 des états financiers datés du 30 septembre 2007.

Les flux de trésorerie se sont améliorés par rapport à 2006 et, depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 41 % pour atteindre 94,9 M\$, comparativement à 67,3 M\$ l'an dernier. Cette hausse a été réalisée en dépit d'un léger recul du bénéfice après impôts puisque la majeure partie des frais de restructuration encourus en 2007 était constituée d'éléments sans effet sur la trésorerie. Depuis le début de l'exercice, si l'on exclut les déboursés liés aux acquisitions d'entreprises, les dépenses en immobilisations, qui comprennent des immobilisations corporelles, des frais de développement reportés et des actifs incorporels, totalisent 25,3 M\$ en 2007, soit une hausse par rapport aux dépenses de 21,8 M\$ constatées en 2006. Cette augmentation découle d'une hausse des dépenses liées au développement de nouveaux produits qui se reflète dans le montant supplémentaire de 4,2 M\$ million dépensé en frais de développement reportés en 2007. Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles, une mesure financière non conforme aux PCGR, qui se définissent comme étant les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation dont sont soustraites les dépenses en immobilisations et les variations relatives aux fonds détenus par l'assureur cédant, se sont élevés à 69,7 M\$, comparativement à 49,1 M\$ en 2006, soit une amélioration de 20,6 M\$ comme l'indique le tableau suivant qui suit :

	2007	2006	Variation
Liquidités provenant des activités d'exploitation	94 932 \$	67 297 \$	27 635 \$
Moins :			
Entrées d'immobilisations - nettes	(13 557)	(13 097)	(460)
Frais de développement reportés	(10 377)	(6 158)	(4 219)
Actifs incorporels	(1 320)	(2 592)	1 272
Fonds détenus par l'assureur cédant	<u>-</u>	<u>3 647</u>	<u>(3 647)</u>
	<u>(25 254)</u>	<u>(18 200)</u>	<u>(7 054)</u>
Flux de trésorerie disponibles	<u>69 678 \$</u>	<u>49 097 \$</u>	<u>20 581 \$</u>

Les activités de financement en 2007 comprennent le montant de 7,4 M\$ versé dans le cadre du refinancement de la dette d'IGC après son acquisition. Au cours du premier trimestre de 2007, la Société a reçu un montant de 14,7 M\$ provenant de l'émission d'actions à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions de la Société. Le montant de 2,2 M\$ versé à l'égard de l'investissement dans IGC est inclus dans les activités d'investissement depuis le début de l'exercice 2007, comme nous l'avons expliqué plus haut. Ce montant représente le montant payé de 2,8 M\$, déduction faite de la trésorerie acquise. Le montant comparatif de 4,9 M\$ pour 2006 avait été versé à l'égard du solde de prix de vente dans le cadre de l'acquisition de Pacific Cycle en 2004.

Le 25 septembre 2007, le conseil d'administration de Dorel a déclaré un dividende trimestriel de douze cents et demi (0,125 \$) par action sur les actions à vote plural de catégorie A, les actions à droit de vote subalterne de catégorie B et les unités d'actions à achat différé de la Société. Ces dividendes ont été versés le 18 octobre 2007 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des bureaux le 5 octobre 2007. Il s'agissait du troisième dividende à être déclaré en 2007 et il s'inscrit dans le cadre d'une politique de dividende trimestriel qui prévoit verser 0,50 \$ par action par année. Le montant total du dividende déclaré en septembre s'élevait à 4,2 M\$, et puisqu'il n'avait pas encore été payé en date du 30 septembre 2007, le montant n'apparaît pas dans l'état des flux de trésorerie de la Société. Par conséquent, le montant du dividende versé depuis le début de l'exercice qui est présenté dans l'état des flux de trésorerie ne comprend que les deux déclarations de dividendes précédentes.

Avec prise d'effet le 23 février 2007, la Société a renégocié les conditions de sa facilité de crédit renouvelable non garantie. Cette facilité a été prolongée jusqu'au 1^{er} juillet 2010 et prévoit par la suite une prolongation d'un an chaque année. La possibilité d'emprunt en vertu de cette facilité modifiée s'élève à 325,0 M\$ et comprend une disposition accordéon qui permet à la Société d'avoir accès à un montant additionnel de 200,0 M\$ sur une base renouvelable, au besoin. Au 30 septembre 2007, un montant de 162,0 M\$ au titre de cette facilité était inclus dans la dette à long terme.

Bilan

À la fin de la période, le bilan de la Société n'avait subi aucun changement important depuis la clôture de l'exercice le 30 décembre 2006. Toutefois, l'appréciation importante de la valeur de l'euro par rapport au dollar américain a eu pour effet d'accroître certains montants du bilan. Cette hausse de la valeur des actifs nets des activités européennes de la Société liée aux taux de change s'est traduite par une augmentation du poste Autres éléments du résultat étendu de la Société, qui est présenté dans les capitaux propres. Ce montant est passé de 63,9 M\$ au 30 décembre 2006 à 91,6 M\$ au 30 septembre 2007.

Par ailleurs, l'acquisition d'IGC Dorel rend plus difficile la comparaison du bilan de la Société au 30 septembre 2007. Pour obtenir une interprétation plus précise des changements au bilan de la Société, les lecteurs sont priés de consulter l'état consolidé des flux de trésorerie qui ne tient pas compte de ces deux sources de variations dans la comparaison entre le début et la fin des périodes. Les effets garantis de premier rang série « A » de la Société d'un montant de 55,0 M\$ viennent à échéance dans leur intégralité en février 2008. À ce titre, ils ont été classés à court terme plutôt qu'à long terme. Nous prévoyons rembourser ce montant à l'aide des crédits bancaires renouvelables de la Société.

Le tableau suivant présente certains des ratios de fonds de roulement de la Société :

	Au :	
	30 sept. 2007	30 déc. 2006
Ratio de liquidité relative	0,85	0,92
Ratio du fonds de roulement	1,81	1,98
Nb. de jours nécessaires au recouvrement des débiteurs	60,8	58,4
Nb. de jours nécessaires au renouvellement des stocks	86,9	83,2

Les ratios du nombre de jours nécessaires au recouvrement des débiteurs et du nombre de jours nécessaires au renouvellement des stocks sont demeurés à peu près inchangés au cours de ces mêmes périodes. Il est important de noter que ces deux calculs sont effectués en utilisant les soldes moyens des débiteurs et des stocks, de même qu'une période continue de douze mois pour les ventes et le coût des produits vendus de façon à minimiser l'impact des fluctuations saisonnières.

Au 30 septembre 2007, Dorel respectait toutes les clauses restrictives et prévoit continuer à les respecter à l'avenir. La Société analyse sur une base continue sa stratégie de gestion de trésorerie et du financement afin d'optimiser l'utilisation des fonds et minimiser ses coûts d'emprunt.

Modifications aux conventions comptables

Au début de son exercice 2007, la Société a adopté les nouvelles recommandations du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), soit le chapitre 1530 intitulé « Résultat étendu », le chapitre 3251 intitulé « Capitaux propres », le chapitre 3855 intitulé « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation », le chapitre 3861 intitulé « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation, de même que le chapitre 3865, intitulé « Couvertures ». Ces nouveaux chapitres du Manuel établissent l'ensemble des exigences relatives à la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers. Le chapitre 1530 établit les normes d'information et de présentation du résultat étendu. Le résultat étendu correspond à la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les propriétaires. Les autres éléments du résultat étendu concernent les éléments qui sont comptabilisés dans le résultat étendu, mais exclus du résultat net calculé conformément aux principes comptables généralement reconnus.

En vertu de ces nouvelles normes, tous les instruments financiers sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes : détenus à des fins de transaction, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente ou autres passifs financiers. Tous les instruments financiers, y compris les dérivés, sont inscrits au bilan consolidé et sont initialement et ultérieurement mesurés à leur juste valeur, à l'exception des prêts et créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance et les autres passifs financiers, qui sont par la suite évalués au coût après amortissement. La constatation ultérieure des variations de la juste valeur des instruments financiers revalorisés à la juste valeur à chaque période dépend de leur classement initial. Les placements détenus à

des fins de transaction sont mesurés à leur juste valeur et les gains et pertes sont comptabilisés en résultat net dans les périodes au cours desquelles ils surviennent. Les instruments financiers disponibles à la vente sont mesurés à leur juste valeur, et les gains et pertes découlant de la réévaluation sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit décomptabilisé ou subisse une dépréciation.

Aux termes de ces normes, les instruments dérivés doivent être constatés à titre d'actifs ou de passifs mesurés à leur juste valeur à moins qu'ils n'aient pas à être traités à titre de dérivés, en étant admissibles à la dispense pour achats ou ventes habituels. Certains instruments dérivés intégrés dans d'autres contrats doivent également être séparés du contrat hôte et mesurés à leur juste valeur. Tous les changements à la juste valeur des instruments dérivés sont comptabilisés aux résultats à moins que certaines conditions de la comptabilité de couverture ne soient remplies, conditions selon lesquelles une entreprise doit documenter, désigner et évaluer en bonne et due forme l'efficacité des opérations qui font l'objet de la comptabilité de couverture. Tout instrument dérivé qui ne répond pas aux conditions de la comptabilité de couverture est évalué à la valeur du marché à la fin de chaque période, et les gains ou pertes sont comptabilisés en résultat net.

Par suite de l'adoption de ces nouvelles normes, la Société a classé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie comme détenus à des fins de transaction. Les débiteurs sont classés comme prêts et créances. La dette bancaire, les créditeurs et les charges à payer, les dividendes à payer, la dette à long terme, les autres passifs à long terme et le solde de prix de vente à payer sont classés comme autres passifs financiers, lesquels sont tous évalués au coût après amortissement. Au 30 décembre 2006 et au 30 septembre 2007, tous les contrats de change en vigueur ont été constatés à la valeur du marché, et les gains et pertes ont été comptabilisés en résultat net puisque la Société a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture à ces instruments dérivés.

Le chapitre 3855 fournit également des lignes directrices sur la comptabilisation des coûts de transaction encourus lors de l'émission d'instruments d'emprunt ou la modification d'une obligation financière. À l'exception de ceux encourus pour la facilité de crédit renouvelable, les coûts de transaction sont maintenant déduits des passifs financiers et sont amortis en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie prévue du passif concerné. Par suite de l'application du chapitre 3855, les coûts de financement non amortis de 0,2 M\$ au 30 septembre 2007 (0,3 M\$ au 31 décembre 2006), préalablement comptabilisés comme autres actifs, ont été reclassés contre la dette à long terme. L'adoption de ces nouvelles normes a également engendré le reclassement de montants précédemment comptabilisés dans l'écart de conversion cumulé vers le poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu » dans le bilan consolidé. L'adoption de ces normes n'a pas eu d'impact sur l'état consolidé des résultats.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

Les transactions réalisées à la Bourse de Toronto, qui constitue le marché principal des actions de catégorie B depuis 1990, représentent plus de 85 % du volume total combiné des transactions portant sur les actions de catégorie B à la Bourse de Toronto et sur le NASDAQ Global Market. En raison des volumes traditionnellement peu élevés de transactions sur ses actions de catégorie B sur le NASDAQ Global Market, la Société en est venue à la conclusion que les coûts supplémentaires encourus pour conserver l'inscription des actions de catégorie B sur le NASDAQ Global Market surpassent les avantages qu'elle retire de maintenir cette inscription.

Par conséquent, le 7 mars 2007, la Société a annoncé son intention de retirer volontairement de la cote du NASDAQ Global Market ses actions à droit de vote subalterne de catégorie B (les « actions de catégorie B »). La Société a déposé un avis de retrait de la cote du NASDAQ Global Market sur formulaire 25 auprès de la SEC le 19 mars 2007. Le retrait de la cote des actions de catégorie B a pris effet 10 jours après le dépôt de cet avis. En conséquence, les actions de catégorie B ont fait l'objet d'une suspension de cotation sur le NASDAQ Global Market à compter de l'ouverture du marché le 19 mars 2007 et l'inscription des actions de catégorie B a été retirée de la cote du NASDAQ Global Market le 29 mars 2007.

Par suite du retrait de l'inscription des actions de catégorie B de la cote du NASDAQ Global Market, la Société continuera à fournir ou déposer des rapports auprès de la SEC. Toutefois, la Société compte, à une date ultérieure, s'il lui est permis en vertu des règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la « SEC »), mettre fin à l'inscription des actions auprès de la SEC. Le retrait des actions de la cote du NASDAQ Global Market n'affectera pas l'inscription des actions de catégorie B à la Bourse de Toronto, et les actions de catégorie B continueront de se négocier à la Bourse de Toronto après la prise d'effet du retrait de la cote du NASDAQ Global Market.

La désignation, le nombre et le montant de chaque catégorie et de chaque série d'actions de la Société en circulation en date du 26 octobre 2007 sont les suivants :

- Un nombre illimité d'actions à vote plural de catégorie « A » sans valeur nominale ou au pair, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions à droit de vote subalterne de catégorie « B », à raison d'une action pour chaque action convertie, et;
- Un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne de catégorie « B » sans valeur nominale ou au pair, convertibles en actions à vote plural de catégorie « A », dans certaines circonstances, si une offre est faite en vue de l'achat des actions de catégorie « A ».

Les détails des actions émises et en circulation sont les suivants :

Catégorie « A »		Catégorie « B »		Total
Nombre	(000 \$)	Nombre	(000 \$)	(000 \$)
4 427 744	1 913 \$	28 969 448	175 358 \$	177 271 \$

Les informations relatives aux options d'achat d'actions et unités d'actions à achat différé en circulation sont présentées à la note 6 des états financiers. Ces montants n'ont subi aucun changement important au cours de la période comprise entre la fin du trimestre et la date de préparation de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation.

PERSPECTIVES

Dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société pour le deuxième trimestre, il était fait mention qu'en dépit d'une croissance modeste du chiffre d'affaires, l'augmentation des bénéfices, en excluant les frais de restructuration, surpasserait celle du chiffre d'affaires. Par suite de la publication des résultats de la Société au troisième trimestre, nous maintenons ces prévisions puisque l'amélioration de la performance aux divisions Produits de puériculture et Produits récréatifs fera plus que compenser les baisses à la division Mobilier de maison.

Informations prospectives

Certaines déclarations contenues dans cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation peuvent constituer des déclarations prospectives (forward looking statement) au sens de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. En règle générale, les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation de termes de nature prospective tels que « pourrait », « fera », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « prévoir », « planifier », « entrevoir », « croire » ou « continuer » ou la tournure négative de ces termes, ou encore les variantes de ceux-ci ou d'autres termes similaires. Nous vous invitons à consulter les documents que la Société a déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour connaître les facteurs susceptibles d'affecter les résultats futurs de la Société.

Les lecteurs sont avisés, par conséquent, de ne pas se fier outre mesure aux déclarations prospectives, car rien ne garantit que les plans, les intentions ou les prévisions sur lesquels elles se fondent se concrétiseront. Par essence, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, ainsi que des risques et incertitudes, connus et inconnus, de nature générale et particulière, qui accroissent la possibilité que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations de nature prospectives ne se réalisent pas. Ceci pourrait faire en sorte que le rendement et les résultats réels de la Société au cours de périodes futures soient considérablement différents du rendement ou des résultats futurs estimés ou projetés dont il est question, de façon explicite ou implicite, dans ces énoncés prospectifs.

Bien que nous soyons d'avis que les attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont raisonnables, rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes. Les déclarations prospectives décrites aux présentes reflètent les attentes de la Société à la date du présent rapport de gestion et pourraient subir des modifications après cette date. À moins qu'elle n'y soit tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de l'obtention de nouvelles informations, d'événements futurs ou pour tout autre motif. Les déclarations prospectives figurant dans le présent rapport sont expressément visées par cette mise en garde.